



OGEC DES LYCEES CATHOLIQUES DE LOOS Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Ce rapport contient 15 pages

OGEC des Lycées Catholiques
de Loos

Siège social :
6, rue du maréchal Leclerc
59120 LOOS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC des Lycées Catholiques de Loos relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du groupement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le groupement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupement.

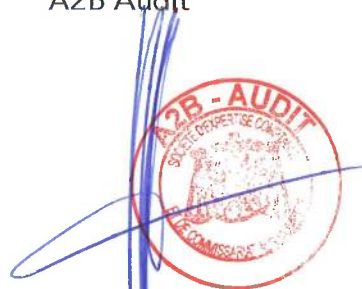
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du groupement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq-en-Barœul, le 10 janvier 2025

A2B Audit



Maxime CIARLETTA
Commissaire aux comptes

Bilan

3.1 Bilan Actif > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	9 002	- 9 002		82	1 066
Total des Immobilisations Incorporelles	9 002	- 9 002		82	1 066
Terrains					
Aménagements de terrains	92 077	- 46 328	45 748	50 711	55 673
Constructions sur sol propre et leurs AAI					
Constructions sur sol d'autrui et leurs AAI	20 928 215	- 11 759 985	9 168 230	9 987 014	10 803 381
Installations, mobilier et matériel d'activité	2 700 867	- 2 611 417	89 450	99 256	131 651
Matériel de transport	18 000	- 18 000			
Mobilier, matériel de bureau et d'informatique	587 653	- 420 561	167 092	168 329	153 649
Immobilisations en cours	136 175		136 175	72 433	108 412
Autres immobilisations	215 446	- 174 945	40 501	29 832	37 038
Total des Immobilisations Corporelles	24 678 432	- 15 031 237	9 647 196	10 407 575	11 289 803
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés	562		562	562	562
Prêts	11 884		11 884	11 884	11 884
Dépôts et cautionnements versés	880		880	880	880
Autres créances immobilisées					
Total des Immobilisations Financières	13 326		13 326	13 326	13 326
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	24 700 761	- 15 040 239	9 660 522	10 420 983	11 304 196
Stocks Divers	16 888		16 888	10 662	7 640
Total des Stocks	16 888		16 888	10 662	7 640
Fournisseurs : avances, acomptes versés	2 358		2 358	51 564	
Familles ou élèves	102 986	- 48 027	54 959	61 392	42 688
Personnel et charges sociales	1 232		1 232	878	5
Etat et autres collectivités publiques	237 310		237 310	47 180	70 611
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés	53 932		53 932	2 713 407	2 674 848
Comptes transitoires ou attente	399		399	1 829	
Débiteurs divers	28 378	- 25 285	3 093	702	566
Total des Créances et Comptes Rattachés	426 596	- 73 312	353 284	2 876 953	2 788 719
Placements	3 435 000		3 435 000	750 000	750 000
Intérêts courus non échus				7 375	5 125
Total des Placements	3 435 000		3 435 000	757 375	755 125
Banques, établissements financiers et assimilés	4 999 275		4 999 275	4 670 399	3 885 468
Caisses	1 487		1 487	966	1 232
Régie d'avance et accreditifs					
Total des Disponibilités	5 000 763		5 000 763	4 671 365	3 886 700
Charges constatées d'avance	190 330		190 330	130 774	152 821
Total des Charges Constatées d'Avance	190 330		190 330	130 774	152 821
TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE	9 069 577	- 73 312	8 996 265	8 447 129	7 591 006
Autre					
Frais d'émission des emprunts					
Primes de remboursement des obligations					
TOTAL AUTRE					
TOTAL ACTIF	33 770 338	- 15 113 551	18 656 787	18 868 112	18 895 201



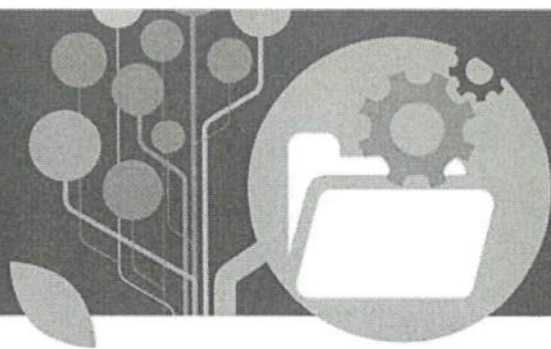
Résultat

2.1 Compte de Résultat Résumé > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22	Variation n/n-1	
Ressources privées	2 378 951	2 298 641	2 131 811	80 310	3.5%
Concours Publics	1 899 551	1 877 270	1 873 166	22 281	1.2%
Subv. de Fonctionnement Autres Activités	29 957	26 532	9 400	3 425	12.9%
Produits des Activités Annexes	39 793	41 823	28 780	- 2 030	- 4.9%
Cessions ou Vente de Produits	115 299	111 981	138 106	3 318	3%
Productions Immobilisées					
Autres Produits Divers	7 638	8 906	8 106	- 1 268	- 14.2%
Reprises Amortissements et Provisions	49 523	94 456	11 109	- 44 934	- 47.6%
Transferts de Charges	1 267	75		1 192	
Produits d'Exploitation	4 521 978	4 459 684	4 200 478	62 294	1.4%
Coûts de Personnel	1 684 812	1 560 651	1 430 149	124 161	8%
Consommations	1 319 259	1 195 403	1 138 023	123 856	10.4%
Services Extérieurs	250 945	176 496	178 354	74 449	42.2%
Autres Services Extérieurs	366 675	331 929	300 636	34 746	10.5%
Autres Impôts, Taxes et Assimilés					
Autres Charges de Gestion Courante	26 636	24 900	57 425	1 736	7%
Dotations aux Amort. et Provisions	1 083 475	1 075 165	1 067 105	8 310	0.8%
Charges d'Exploitation	4 731 801	4 364 544	4 171 692	367 257	8.4%
Résultat d'exploitation	- 209 823	95 140	28 786	- 304 963	- 320.5%
Produits Financiers	223 869	88 352	5 175	135 517	153.4%
Reprises Amortissements et Provisions					
Produits Financiers	223 869	88 352	5 175	135 517	153.4%
Dotations aux Amort. et Provisions					
Charges Financières	21 018	25 065	28 045	- 4 047	- 16.1%
Charges Financières	21 018	25 065	28 045	- 4 047	- 16.1%
Résultat Financier	202 851	63 287	- 22 871	139 564	220.5%
Produits Exceptionnels	658 201	533 420	544 366	124 781	23.4%
Produits Exceptionnels	658 201	533 420	544 366	124 781	23.4%
Charges Exceptionnelles	297 144	13 528	10 304	283 616	
Charges Exceptionnelles	297 144	13 528	10 304	283 616	
Résultat exceptionnel	361 057	519 893	534 062	- 158 836	- 30.6%
Autres Gestions	52 968	20 663	378	32 305	156.3%
Autres Gestions	52 968	20 663	378	32 305	156.3%
Autres Gestions	- 52 968	- 20 663	- 378	- 32 305	156.3%
RESULTAT DE L'EXERCICE	301 117	657 657	539 599	- 356 540	- 54.2%

(en euros)	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22	Variation n/n-1
Bénévolat				
Prestations en nature des droits de propriétaires				
Dons en nature				
Total des produits				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Personnel bénévole				
Total des charges				





5.1 Annexe des Comptes Sociaux > DU 01/09/2023 AU 31/08/2024

1. Présentation de l'Entité

Présentation de l'entité : « l'objet social est d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale. L'entité est dotée de deux organes :

- L'Assemblée Générale (AG), organe de délibération. Elle rend compte aux adhérents et détermine les grandes orientations.
- Le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration. Il est élu par l'AG, gère l'établissement et élit le bureau (Président, secrétaire et trésorier).

L'entité : Lycées Catholiques de Loos est un établissement exerçant sous tutelle Congréganiste et sous contrat d'association avec l'Etat dans le cadre de la loi sur l'enseignement privé du 31 décembre 1959.

L'établissement dispense les activités suivantes :

- Lycée général
- Lycée technologique
- Lycée professionnel
- Supérieur
- Restauration gestion sous-traitée

2. Règles et Méthodes Comptables

2.1 Principes Comptables et Méthodes de Base

Les comptes arrêtés au 31/08/2024 sur une durée de 12 mois, présentés en euros, ont été établis conformément aux :

- Règlement ANC n°2018-06
- Règlement ANC n°2014-03
- Dispositions du Plan Comptable des établissements d'enseignement privés de septembre 2023

2.2 Changement de Méthodes et Comparabilité des comptes

Il n'y a pas de changement de méthode sur l'exercice

3. Notes Relatives au Compte de Fonctionnement

3.1 Masse Salariale

La masse salariale est composée des salaires des personnels de droit privé et des éventuels coûts des personnels sous-traités. L'entité n'étant pas soumise à la TVA, elle est redevable de la taxe sur les salaires.

3.2 Impôts

L'entité est soumise à l'Impôt sur les Sociétés au taux réduit sur ses revenus patrimoniaux (art. 206-5 du CGI) ; Cet impôt concerne :

- Les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis
- Les revenus de capitaux mobiliers
- Les revenus d'exploitation agricole ou forestière

3.3 Activités Extra-scolaires

Les activités extra-scolaires peuvent influencer les soldes des postes consommations et produits des activités annexes. Pour connaître l'impact de ces activités, il est nécessaire de se référer au détail des comptes concernés.

3.4 Résultat Exceptionnel et Transfert de Charges

Les produits exceptionnels se sont élevés sur l'exercice à 658k€ Les postes principaux sont :

- Amortissement subventions d'Investissements : 455 k€
- Sortie de la subvention d'Investissement du 177 avenue Saint Marcel à Loos : 187k€ pour laquelle un droit de reprise est présent jusqu'à 2026.

Les charges exceptionnelles se sont élevées sur l'exercice à 289k€ les postes suivants sont significatifs :

- Solde fournisseur A M Pose entreprise liquidée : 5,2 k€
- Sortie des travaux réalisés en 2010-2011 au 177 avenue Saint Marcel à Loos : 227,3 k€

Les transferts de charges se sont élevés sur l'exercice à 1k€.



4. Notes Relatives au Bilan

4.1 Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Au sein du règlement ANC n°2014-03, il est fait application, pour les seuls immeubles, de règles particulières relatives à l'évaluation des immobilisations

Quelque soit leur nature, les immobilisations sont valorisées au bilan selon la méthode du coût historique complet.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les durées d'amortissement retenues par type de bien sont exposées dans le tableau ci-après.

Type d'Immobilisations	Durée
Immobilisations incorporelles	2 à 3 ans
Aménagement de terrains	3 à 10 ans
Gros oeuvres	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations Générales Techniques	10 à 15 ans
Agencements (intérieurs et décoration)	10 à 15 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 5 ans
Matériels de bureau	3 à 5 ans
Mobiliers scolaire	5 à 10 ans

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	9 002				9 002
	Total Immobilisations Incorporelles	9 002				9 002
	Terrains					
	Aménagement de terrains	92 077				92 077
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI					
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	21 540 593	279 742	948 524	56 404	20 928 215
	Autres immobilisations corporelles :					
	Installations tech., matériels et outillages	2 668 546	33 608	1 287		2 700 867
	Matériel de transport	18 000				18 000
	- Mobilier, matériel de bureau info	534 218	60 230	6 795		587 653
	Immobilisations corporelles en-cours	72 433	120 146		- 56 404	136 175
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations	203 372	12 074			215 446
	Total Immobilisations Corporelles	25 129 238	505 800	956 606		24 678 432

Le montant des immobilisations en cours au 31/08/2024 s'élève à 136 k €



Le tableau ci-après mentionne les mouvements des amortissements et provisions sur immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	8 920	82			9 002
	Total Immobilisations Incorporelles	8 920	82			9 002
	Terrains					
	Aménagement de terrains	41 366	4 962			46 328
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI					
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	11 553 579	927 638	721 232		11 759 985
	Autres immobilisations corporelles :					
	- Installations tech., matériels et outillages	2 569 290	43 414	1 287		2 611 417
	- Matériel de transport	18 000				18 000
	- Mobilier, matériel de bureau info	365 890	61 466	6 795		420 561
	Immobilisations corporelles en-cours					
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations	168 090	6 856			174 945
	Total Immobilisations Corporelles	14 716 214	1 044 336	729 313		15 031 237

4.2 Immobilisations Financières

Les tableaux ci-après mentionnent les mouvements des immobilisations financières et des amortissements/provisions de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés	562				562
	Prêts	11 884				11 884
	Dépôts et cautionnements	880				880
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières	13 326				13 326

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts					
	Dépôts et cautionnements					
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières					

Le tableau ci-après mentionne les échéances des immobilisations financières :

(en euros)	ECHÉANCES DES IMMO. FINANCIÈRES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
	Participations			
	Créances rattachées à des participations			
	Titres immobilisés	562		562
	Prêts	11 884		11 884
	Dépôts et cautionnements	880		880
	Autres créances immobilisées			
	Total Immobilisations Financières	13 326		13 326



4.3 Stock et Créances

Les stocks sont évalués en intégrant au prix d'achat les frais accessoires. Certains éléments sont classés en "charges constatées d'avance".

Les créances sont évaluées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Le tableau ci-après mentionne les dépréciations constatées sur les stocks et créances :

(en euros)	MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Sur stocks et en cours					
Sur comptes usagers		62 848	28 422	43 243	48 027
Autres créances		25 285			25 285
Total Dépréciations sur Stocks et Créances		88 133	28 422	43 243	73 312

Le tableau ci-après mentionne les échéances des stocks et créances :

(en euros)	ECHÉANCES DES CRÉANCES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Total des Comptes de liaison				
Total des Stocks		16 888	16 888	
Fournisseurs : avances , acomptes versés		2 358	2 358	
Familles ou élèves		102 986	102 986	
Personnel et charges sociales		1 232	1 232	
État et autres collectivités publiques		237 310	237 310	
Confédération , fédérations , associations et apparentés		53 932	53 932	
Comptes transitoires ou attente		399	399	
Débiteurs divers		28 378	28 378	
Régie d'avance et accreditifs				
Charges constatées d'avance		190 330	190 330	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Intérêts d'emprunt à étaler				
Total des Créances		616 926	616 926	



4.4 Charges Constatées d'Avance

Elles regroupent des dépenses de fournitures scolaires pour la rentrée suivante, des charges d'assurance et de frais généraux.

4.5 Subventions d'Investissement

Les subventions sont enregistrées en Fonds associatifs et reprises de manière échelonnée dans le compte de résultat par le compte 777 « Quote-part de subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice ».

4.6 Affectation du Résultat

Le résultat de l'exercice a été affecté en report à nouveaux, conformément à la délibération de l'assemblée

4.7 Taxe d'Apprentissage

La taxe d'apprentissage affectée à l'investissement est amortie par le compte de résultat en fonction de la durée de vie économique des biens par le compte de résultat par le compte 777.



4.8 Fonds Associatifs

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des fonds associatifs de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES	Montant en début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de Poste à Poste	Montant en fin d'Exercice
Valeur du patrimoine intégré						
Fonds statutaires						
Subventions d'invest. non renouvelables						
Fonds de trésorerie apportés		5 700 172				5 700 172
Libéralités ayant le caractère d'apport		70 000				70 000
Tot Fonds Assoc. Sans Droit de Reprise		5 770 172				5 770 172
Valeur des biens affectés						
Valeur des biens non affectés						
Libéralités						
Subventions d'invest. sous condition						
Tot Fonds Assoc. Avec Droit de Reprise						
Ecart de réévaluation		433 862				433 862
Réserves statutaires						
Réserve pour investissement		320 143				320 143
Réserve de trésorerie		182 939				182 939
Autres réserves		6 250				6 250
Total des Réserves		509 332				509 332
Report à nouveau		5 227 004			657 657	5 884 661
Résultat de l'exercice		657 657	301 117		- 657 657	301 117
Tot des résultats et reports à nouveaux		5 884 661	301 117			6 185 778
Taxe d'apprentissage affectée à l'équip		108 530	11 903			120 433
Autres Subventions		8 669 424	199 959	796 200	- 33 762	8 039 421
Amort. T.A. affectée à l'équipement		- 93 453		4 793		- 98 246
Amortissement autres subventions		- 4 712 228	796 200	642 033	33 762	- 4 524 299
Total des Subv. d'Invest. Amortissables		3 972 273	1 008 062	1 443 026		3 537 309
TOTAL GENERAL		16 570 300	1 309 179	1 443 026		16 436 453

4.9 Provisions pour Risques et Charges

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été évaluée à partir d'un taux d'actualisation de 3.5% et de GVT de 1.5%. En application de la Convention Collective "EPNL IDCC 3218" version en vigueur du 11 avril 2022, elle s'élève au 31/08/2024 à 88 k €.

Le tableau ci-après mentionne les provisions constatées à la clôture :

(en euros)	MOUVEMENTS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Montant en début d'Exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'Exercice
Provisions pour risques d'emploi		10 000	50 000		60 000
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour gros entretiens					
Autres provisions pour risques et charges		78 642	15 357	5 552	88 447
		88 642	65 357	5 552	148 447



4.10 Emprunts

Le tableau ci-après mentionne les emprunts existants à la clôture :

(en euros)	Date d'Octroi	Taux	Date de fin	Annuité	Capital Initial Emprunté	Capital Remboursé en cours d'Exercice	Capital restant à rembourser	A 1 an	De 1 à 5 ans	Au delà de 5 ans
	02/06/2014	2,37% (F)	02/12/2024	11 241	30 000	33 034	11 186	11 186		
	01/01/2012	3,35% (F)	30/11/2025	35 832	400 000	33 749	43 806	34 897	8 908	
	22/02/2019	1,27% (F)	22/02/2034	146 506	2 000 000	128 158	1 375 168	129 795	547 434	697 937
Total				193 580	2 430 000	194 942	1 430 160	175 879	556 343	697 937

Liste des garanties reçues :

- L'emprunt CIC Réhabilitation immeuble d'un montant de 400000 € est garanti par Caution perso et solidaire +
- L'emprunt Prêt CAMPUS d'un montant de 2 000 000,00 € est garanti par Nantissement de 435 000€

4.11 Autres Dettes et Produits Constatés d'Avance

Le tableau ci-après mentionne les échéances des autres dettes et produits constatés d'avance :

(en euros)	ECHÉANCES DES DETTES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Comptes de Liaison entre Etablissements				
Capital emprunté		1 430 161	175 879	1 254 281
Intérêts		1 033	1 033	
Concours bancaires courants, cptes créditeurs de banque				
Total des Emprunts et Dettes Bancaires		1 431 194	176 912	1 254 281
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		46 721	46 721	
Fournisseurs et comptes rattachés		219 584	219 584	
Familles ou élèves : avances reçues		148 811	148 811	
Dettes relatives au personnel		146 114	146 114	
Etat et autres collectivités publiques		47 470	47 470	
Confédération, fédérations, associations et apparentés				
Autres dettes		26 098	26 098	
Produits constatés d'avance		5 895	5 895	
Dettes et Assimilées		640 693	640 693	



5. Autres Informations

5.1 Effectifs

L'effectif salarié au 31/08/2024 représente 37 ETP. Le nombre d'enseignants s'élève à 150 postes.

5.2 Rémunération des Dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Etablissement, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat).

5.3 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Sur l'exercice, les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 10 K€.

LYCEES CATHOLIQUES DE LOOS

LOOS

Exercice 2023/24

fiCexpertise

26





OGEC DES LYCEES CATHOLIQUES DE LOOS Association

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2024

Ce rapport contient 2 pages

OGEC des Lycées Catholiques
de Loos

Siège social :
6, rue du maréchal Leclerc
59120 LOOS

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2024

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre groupement, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Convention soumise à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Marcq-en-Barœul, le 10 janvier 2025

A2B Audit



Maxime CIARLETTA
Commissaire aux comptes